

ESSAI D'INTERPRETATION NOUVELLE DE LA FONCTION
DES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT A PARTIR D'UNE
NOTE DE LECTURE SUR L'IMPERIALISME CHEZ LENINE ET
R. LUXEMBOURG

par D. DESJEUX *



La multiplication des «opérations de développement» à Madagascar depuis 1960 rentre dans le cadre plus général du développement de l'impérialisme européen par rapport à ses anciennes colonies africaines.

Notre objet n'est pas de traiter directement de ces grandes opérations dont la revue *Terre Malgache* a depuis longtemps essayé de rendre compte notamment dans ses numéros 15 et 16, pour ses plus récentes parutions. Nous voudrions prendre un peu de recul par rapport au discours et à l'idéologie technicienne des «développeurs» qui pensent que l'on peut isoler une action à apparence humanitaire de son environnement général, le sous-développement. Celui-ci est en effet le plus souvent présenté par rapport aux «traditions» du paysan malgache, ou même par rapport au «faible esprit d'entreprise» de l'élite malgache. En fait nous voudrions montrer que le sous-développement a des causes structurelles qui dépendent des contradictions du capitalisme européen et mondial, et de l'exploitation qu'il fait peser sur le Tiers Monde pour les résoudre.

Pour expliquer l'articulation entre domination du centre capitaliste et exploitation de la périphérie nous avons choisi d'étudier et d'exposer de très près les théories de Lénine et de R. Luxembourg.

Nous nous limitons donc à une analyse de l'impérialisme au moment où se développe le phénomène colonial à l'échelle mondiale, entre 1880 et 1914, afin de mon-

(*) Assistant de Sociologie à l'Etablissement d'Enseignement Supérieur des Sciences Agronomiques de l'Université de Madagascar.

trer que les grandes opérations sont les héritières directes de la période coloniale ou mieux qu'elles en sont les formes «modernisées».

INTRODUCTION

L'annexion de Madagascar par la France rentre dans un processus plus général, celui des conquêtes territoriales des principales puissances capitalistes.

Entre 1876 et 1914 les possessions coloniales des 6 premières grandes puissances mondiales, Angleterre, Russie, France, Allemagne, Etats-Unis et Japon sont passés de 40 à 65 millions de kilomètres carrés (1). En 1914, le partage du monde est pratiquement terminé.

Les différents théoriciens et militants marxistes qui ont analysé ce phénomène entre 1900 et 1917 l'ont regroupé sous le même concept : l'impérialisme. Or, ce concept ne recouvrant pas les mêmes analyses, nous avons été amené à nous interroger sur les relations entre colonialisme et impérialisme suivant deux approches :

1) — Les théoriciens marxistes n'étaient pas d'accord sur l'explication des mécanismes et des origines de l'impérialisme, c'est-à-dire finalement sur les conditions et les capacités du capitalisme à dépasser ses contradictions en vue de sa reproduction.

2) — Un certain nombre d'historiens contemporains, partant soit de l'étude du colonialisme dans les sociétés colonisées soit du dépouillement des archives ou des enquêtes parlementaires précédant les décisions des conquêtes militaires, en arrive d'une part à montrer qu'il n'y a pas exportation de capitaux dans les colonies françaises et d'autre part que la décision est essentiellement politique ou idéologique, sans nier pour autant l'explication économique.

— Pour appuyer cette thèse ces historiens démontrent que le capital financier français ne s'est intéressé que dans une très faible mesure aux colonies françaises. Le phénomène colonial n'est qu'un phénomène de mimétisme de l'exemple anglais. Enfermé dans le seul modèle explicatif Léniniste, le colonialisme devient un «avatar de l'impérialisme», puisqu'il ne répond pas aux règles léninistes, et à la limite se réduit à un phénomène essentiellement politique (2).

(1) Cf. - *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916)* - Editions en langues étrangères - Pékin - 1970, p. 94.

(2) Cf. COQUERY - VIDROVITCH (C.) - *De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne : l'avatar colonial* - in *Sociologie de l'impérialisme* - Ed. Anthropos - Paris - 1971 - pp. 73 - 122.

Un autre historien Desvages, partant de la même contradiction, tente de la dépasser en réhabilitant la pensée de R. Luxembourg (l'auteur se situe dans la controverse qui s'est développée entre 1968 et 1971), tout en la réduisant à la thèse de l'exportation des marchandises qui semble mieux « coller » avec la réalité économique coloniale :

«... N'est-il pas permis de supposer que la base théorique des analyses de R. Luxembourg se rattache d'avantage aux modèles économiques développés dans *le Capital* qu'aux réalités de son époque ? Ainsi s'expliquerait par exemple l'insuffisance de l'analyse posant le problème des modalités de l'impérialisme au niveau des exportations de capitaux» (p. 25) (1).

En fait, comme nous le verrons ci-dessous, R. Luxembourg ne traite pas du problème de l'exportation des marchandises, mais de celui de la réalisation de la plus value en argent par le marché, comme condition de l'accumulation et donc de la reproduction élargie du capital.

Bien qu'enfermés dans la contradiction du Léninisme, ces deux historiens, nous apportent deux pistes de recherche importante : on ne peut étudier le phénomène colonial en s'enfermant dans l'économisme (reproche de Desvages à Lénine) ; il faut resituer la place de l'instance politico-idéologique dans le processus colonial.

— Les sociologues et économistes marxistes, du moins pour ceux travaillant sur l'Afrique et Madagascar prolongent et dépassent la contradiction, déjà annoncée par le travail de Desvages, qui conduisait l'analyse du colonialisme dans une impasse.

P.P. Rey son travail sur le Congo-Brazaville (2) (colonialisme, procolonialisme et transition au capitalisme - Maspéro) dépasse l'opposition instance politique-instance économique et exportation de capitaux ou exportation de marchandise pour montrer que la colonisation est à resituer dans le cadre de la lutte du capital commercial contre le capital financier et industriel. L'action de l'administration représente, pour l'auteur, les intérêts de ce dernier. Cette action s'organise autour des alliances de classes et de la destruction des modes de production lignager.

(1) DESVAGES (H.) - *Impérialisme et colonisation* - Université de Madagascar 1970 (?) 28 p. Multig. Desvages marque cependant un progrès réel par rapport à Coquery-Vidrovitch dans la mesure où il replace le phénomène colonial par rapport à la logique interne du capitalisme.

(2) P.P. Rey s'attaque tout particulièrement à l'approche de Coquery-Vidrovitch : « Catherine Coquery ne soutient-elle pas que contrairement à la colonisation anglaise ou belge, la colonisation française poursuit d'abord des fins politiques et non pas économiques » (*op. cit.* p. 357). En fait l'auteur critiquera en 1974 l'approche causale en terme de « mégalomanie politique ». Elle pense cependant que le rôle économique de l'Afrique est négligeable pendant la période coloniale in *L'Afrique Noire* - P.U.F. - 1974 - p. 399.

Mais comme le souligne C. Palloix la limite de Rey se situe dans la non étude de l'évolution de l'internationalisation du capital à l'échelle mondiale :

«Il faut considérer néanmoins que les travaux de P.P. Rey constituent pour l'instant le point culminant de l'approche ethnologique (en terme d'articulation de modes de production) en matière de sous développement, et qu'il faudra bien en venir à l'autre versant, i. e. au capital (ce qui est souligné par Rey), à l'internationalisation du capital et à l'impérialisme pour «suivre» le développement du sous-développement» (1).

Nous voyons cependant un rapport important, pour de nouvelles recherches, à partir de son travail et de l'esquisse qu'il en fait dans les toutes dernières pages de son livre sur le Congo-Brazaville et dans les *alliances de classes* : l'étude de l'émergence de luttes sociales et politiques comme limitation à la domination du capital et comme condition de l'instauration d'un mode de production socialiste.

C'est dans cette ligne de recherche que se situe ce travail de C. Palloix à partir du problème de la valeur et de l'internationalisation du capital, (même si parfois l'expression pédagogique de sa théorie n'est pas toujours facile à déchiffrer).

C. Palloix montrant la jonction entre impérialisme et sous-développement, cherche à démontrer que les «lois» de l'accumulation à l'échelle mondiale ne réfléchissent pas un déterminisme économique en dernière instance, mais réfléchissent la lutte de classe dans l'économie (*art. cit.* p. 240). Ce qu'il veut montrer c'est que *le capital est un rapport social*. La lutte de classes est intimement liée à l'impérialisme, c'est-à-dire à l'*internationalisation* de la valeur (p. 236, *art. cit.*) (2).

Il est bien évident que la production intellectuelle étant une production collective, les auteurs, que nous avons cités, se situent dans un courant de pensée plus large qui tente de faire avancer la problématique de l'impérialisme et de la reproduction du sous-développement.

(1) Palloix (C.) - Impérialisme et Mode d'accumulation international du capital - in *Revue Tiers Monde* n° 57 - 1974 - p. 234.

(2) C. Palloix dans une note polémique très suggestive, écrit : «Il est de plus en plus irritant d'assister à la récupération d'un ensemble de concepts marxistes dans le discours positiviste, dans le discours de l'économie politique. Qui aujourd'hui n'use et n'abuse de «mode de production», «formation sociale», «internationalisation du capital», «rapport de production», «capital productif, capital-argent, capital marchandise». Inscrivez la lutte de classes et la dictature du prolétariat et notre phraseur se défilera lestement (*art. cit.* p. 241).

Pour notre part, nous allons reprendre le problème de l'impérialisme tel qu'il était posé entre 1902 et 1917, et voir son application concrète à Madagascar :

— Les premières approches de l'impérialisme tournent autour du problème de l'exportation des capitaux à travers le processus d'intégration du capital industriel au capital bancaire et la constitution des monopoles, avec Lénine dans *l'Impérialisme, sta le suprême du capitalisme* (1916, 159 p.) qui reprend les théories de J.A. Hobson, *l'impérialisme* (1902), de Rudolf Hilferding, *le capital financier* (1912), et de Boukharine, *l'économie mondiale et l'impérialisme, esquisse économique* (1915) (1).

La seconde approche est celle de Rosa Luxemburg autour du problème de la réalisation de la plus value.

Elle analyse l'impérialisme à partir du problème de la reproduction élargie du capital, dans son livre, *l'accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'impérialisme* (1913) (2), livre auquel Lénine ne fait aucune référence (3).

Nous distinguerons deux parties dans son œuvre : la première traite de la théorie économique de l'impérialisme, la seconde traite des phases de la destruction des modes de production précapitalistes, c'est-à-dire le problème de l'articulation des modes de production. Cette deuxième partie nous intéressera tout spécialement car l'auteur théorise rigoureusement ce qu'on appelle dans le langage habituel la vulgarisation. Celle-ci n'est autre chose que la pédagogie utilisée pour détruire, plus ou moins progressivement, les sociétés rurales précapitalistes.

A — LA THESE DE LENINE : AVEC LA DOMINATION DU CAPITAL FINANCIER. L'EXPORTATION DES CAPITAUX TEND A REMPLACER L'EXPORTATION DES MARCHANDISES (4).

Avant d'en arriver aux lois de l'impérialisme Lénine fait un certain nombre de constatations sur l'évolution du capitalisme des grandes puissances.

- (1) P. Jalée note que Lénine a préface l'analyse de Boukharine en décembre 1915 (*l'impérialisme en 1970* - Petite collection Maspero - Paris - 1973 - p. 10).
- (2) Luxemburg R. - *L'accumulation au capital* - Fm/ petite collection Maspero - Paris - 1972 2 tomes - œuvres III et IV - avec une présentation d'Irène Petit - 288 P. , 230 p.
- (3) Il semble cependant que Lénine rejette la théorie de R. Luxemburg. Dans une bibliographie faite en novembre 1914 à la suite d'une étude de Karl Marx (*Lénine-Karl Marx* - Editions en langues étrangères - Pékin 1970 - 64 p.), il écrit : « sur la théorie marxiste de l'accumulation du capital, un nouvel ouvrage de Rosa Luxemburg : «Die Akkumulation des Kapitals» (Berlin 1913), et l'analyse de sa fausse interprétation de la théorie de Marx par Otto Bauer...» (p. 59) (souligne par nous). Mais Lénine ne semble pas avoir lu R. Luxemburg dont il ne parle pas dans son ouvrage.
- (4) Cela ne veut pas dire que pour Lénine l'exportation des marchandises est terminée. Les deux courants coexistent.

Il constate la concentration de plus en plus grande de la production et la domination de plus en plus forte du capital financier sur le capital industriel qui conduit à la création de monopole. Ceux-ci permettent un taux de profit plus stable (i. e., le monopole est une tentative de réponse aux phénomènes des crises cycliques entre 1873 et 1889. Cf. *l'impérialisme* - p. 19), une élimination du commerce, un perfectionnement technologique plus poussé et donc une augmentation du taux de profit, et une position plus forte dans la lutte concurrentielle (pp. 15 et sq) :

«les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échanges, etc... Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises» (p. 21).

La conséquence de la «formation de monopoles économiques tout puissants» c'est «la domination et la violence».

La concentration de la production est liée à la concentration des banques : «de simples intermédiaires dans les paiements, elles deviennent de puissants monopoles qui disposent de la presque totalité du capital argent de l'ensemble des capitalistes» (p. 31).

Pour Lénine la «transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme ou impérialisme capitaliste» (p. 32).

Les banques jouent un rôle fondamental dans le processus de concentration des capitaux et de la formation des monopoles. Il y a «interpénétration du capital bancaire et du capital industriel» (p. 39) (1).

La concentration des capitaux entraîne au début du 20^e siècle une accumulation des capitaux dans des proportions jamais atteintes. Il se constitue alors un «énorme excédent de capitaux» dans les pays avancés (p. 71).

Si l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, se caractérise par l'exportation des marchandises, ce qui caractérise le capitalisme actuel, c'est «l'exportation des capitaux» (p. 71).

(1) Hilferding définit ainsi le capital financier : «le capital bancaire, c'est-à-dire le capital argent, qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle «capital financier». Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels» (cité par Lénine p. 52). Lénine ajoute qu'il ne faut pas oublier à cette définition la concentration accrue de la production et du capital.

Le capitalisme ne peut utiliser les excédents de capitaux à améliorer le niveau de vie de la masse sous peine de voir baisser son profit. Il est donc conduit à «augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés» (p. 71).

«la nécessité de l'exportation des capitaux est due à la «maturité excessive» du capitalisme dans certains pays ou (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements «avantageux» font défaut au capital» (p. 72).

Mais la démonstration de Lénine fait apparaître les limites hors desquelles les capitaux ne peuvent s'exporter :

«les possibilités d'exportations de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemin de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, *que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc...*» (souligné par nous) (p. 72).

En effet, la plupart des formations sociales non capitalistes touchées par la colonisation française, telle que l'Afrique, ont une «agriculture arriérée» et des «masses misérables», *l'exportation des capitaux ne peut se faire que vers les pays dominés remplissant déjà un certain nombre de conditions à l'extension du capital financier* (l'Amérique latine, la Russie, la Turquie, etc...).

Les pays vers lesquels vont s'exporter les capitaux, sont ceux qui possèdent des matières premières qui à leur tour nécessiteront des capitaux nécessaires à la construction d'infrastructures. C'est l'évolution même du capitalisme qui détermine la course aux matières premières.

«Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matière première se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies» (p. 97).

Pour la France le cas est patent. La plupart de ses capitaux ne partiront pas vers ses colonies mais vers les investissements directement rentables. D'un côté la France voit augmenter ses exportations de capitaux entre 1869 et 1914 de 10 MM de francs à 60 MM de francs en 1914. Mais d'un autre côté Lénine montre, par un tableau p. 74, qu'en 1910 la France exportait 23 MM de marks vers l'Europe et seulement 4 MM vers l'Amérique et 8 MM vers l'Asie et l'Afrique. Or la plus grande part des conquêtes coloniales françaises se sont faites en Afrique et à Madagascar. Il nous faudra donc compléter son analyse du fait colonial français (1).

Pour terminer Lénine résume ainsi les cinq grandes caractéristiques de l'impérialisme :

- «1^{ère}, concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique.
- 2^{ème}, fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création sur la base de ce «capital financier» d'une oligarchie financière.
- 3^{ème}, l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière.
- 4^{ème}, formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde.
- 5^{ème}, fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes» (p. 105) (2).

Si on se place du point de vue de l'évolution interne du capitalisme, la théorie de Lénine rend compte du stade de développement auquel est parvenu le capitalisme, et de la nécessité d'exporter des capitaux. Mais on ne peut déduire de cette nécessité *les lieux* où vont s'exporter les capitaux. Or on constate que les capitaux se limitent soit aux échanges inter-européens soit aux échanges avec les pays possédant des matières premières nécessaires à la reproduction des moyens de production et de la production au «Centre». La théorie ne rend donc pas compte, de façon satisfaisante, des lieux de la conquête coloniale française caractérisés par un manque de matières premières connues et exploitables immédiatement de façon rentable.

Autrement dit, peut-on expliquer la colonisation française par la seule explication Léniniste de l'exportation de capitaux alors que le capitalisme financier français ne s'intéresse pas, de façon significative, au domaine colonial (excepté le Maroc et l'Indochine, pour la France) (3).

- (1) Lénine avait lui-même senti la limite de son raisonnement sur ce point : «le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles, car, de nos jours, la technique se développe, avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés...» *op. cit.* p. 98.
- (2) La fin du livre de Lénine se termine par une critique des «théories petites bourgeoises» de l'impérialisme dont celle de Kautsky sur un «super impérialisme» pacifique.
- (3) Par la suite la littérature coloniale insistera souvent sur le thème du manque d'investissement français dans les colonies : les colonies n'attirent pas les capitaux français.

En effet, d'après C. Cocquery Vidrovitch, les investissements coloniaux de la France en 1914 n'ont pas dépassé 4 MM de francs or, dont 1,25 MM sous forme d'emprunt d'Etat, contre 27,5 MM, pour la même période en Europe (1).

Entre 1895 et 1914 Madagascar fait deux emprunts pour le financement des infrastructures (1897 et 1903-1905). On estime à 60 M de francs-or le total des deux emprunts. Ceux-ci ont pesé lourd sur le budget de la colonie. Ils ont provoqué le renforcement de la pression fiscale qui a conduit à la révolte de 1905, dans le Sud de Madagascar plus particulièrement (2).

Par suite, Madagascar fait deux emprunts, l'un en 1931-32, l'autre en 1942. Au total l'ensemble des investissements publics entre 1895 et 1945 ne doit pas dépasser 50 MM de francs-or 1956 (50 MM pour Boiteau ; et 40 MM pour Robequain). Pour donner un ordre de grandeur, en anticipant sur la période 1950-1960, le F.I.D.E.S. (3) investit autant en dix ans que pendant les cinquantes premières années de la colonisation. Il est vrai que le capitalisme international avait subi une forte évolution depuis 1945 dans le sens d'une augmentation des exportations de capitaux. Si les investissements publics ont été faibles, les investissements privés ont été trois fois supérieurs (180 MM de francs - 1956, d'après Boiteau *op. Cit.* P. 238).

Mais ces investissements, faibles malgré tout en valeur absolue, ne correspondent pas, pour la plupart, à des exportations de capitaux financiers venant de la métropole. D'après notre recensement, très partiel, leur origine serait en partie familiale (financement par des membres de la famille restés en France) et en partie réinvestissement de la plus value extorquée sur la force de travail malgache.

Pour confirmer le faible attrait de Madagascar pour les capitaux français il nous faut signaler qu'il n'y avait pas de banque d'affaire à Madagascar. En 1947, l'Encyclopédie de Madagascar signalait qu'une banque d'affaire serait indispensable à Madagascar. (4)

Le Comptoir National d'Escompte de Paris s'installe à Madagascar en 1885 à la suite du Protectorat imposé par la France, dont une des clauses stipulait le paiement

- (1) Cf. COCQUERY-VIDROVITCH (C.) - De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne : l'avatar colonial - in *Sociologie de l'Impérialisme* - Ed. Anthropos - Paris - 1971 p. 103.
- (2) Cf. DESJEUX (D.) - Lutttes sociales et politiques à Madagascar - in *FRONTIERE* - janvier 1975 - n° 21 - pp. 54-62.
- (3) Fond d'investissement pour le Développement Economique et Social qui deviendra le F.A.C., Fond d'Aide et de Coopération, après l'Indépendance.
- (4) Encyclopédie Coloniale et Maritime - Madagascar - Reunion - Paris - 1947 - t. 372 p.

d'une indemnité de guerre de 10 M de francs-or en faveur de la France. Le Myre de Viller imposa, au gouvernement malgache, un emprunt à passer avec le Comptoir National, Boiteau conclut un peu vite : « la main mise du capital financier commençait » (*op. cit.* p. 187).

Le *Crédit Foncier* se crée en 1919, au moment où l'appropriation des terres par le colonat prend l'ampleur. Il est spécialisé dans les prêts à court terme. Enfin en 1926 la *Banque de Madagascar* est créé comme banque d'Emission.

L'économie malgache n'est pas dominée par le capital industriel, mais par les grandes compagnies d'import-export qui s'installent à Madagascar entre 1895 et 1914 : la Marseillaise (1898), la Lyonnaise (1897) et l'Emyrne. Leur implantation se fera en deux étapes :

— Entre 1896 et 1913, sur le modèle de l'économie de traite, avec l'exportation des produits naturels de cueillette tels que le caoutchouc, le raphia, la cire et l'or.

— Entre 1913 et 1945, suivant un mode de production colonial, avec l'exportation croissante des produits de plantation et d'extraction.

En résumé, on constate que la réalisation de la plus value, en vue de l'accumulation au centre, à la périphérie se fait à travers le marché de l'import-export beaucoup plus qu'à travers l'exportation de capitaux publics ou privés. Cependant les Compagnies d'import-export seront de plus en plus absorbées par le capital financier au fur et à mesure de son développement.

Dans ces conditions, en ne s'appuyant que sur la théorie de Lénine, le colonialisme ne peut être qu'un avatar de l'impérialisme, à la limite un lapsus historique. Or, comme nous l'avons déjà vu esquissé par Lénine mais surtout comme va le développer R. Luxembourg le capitalisme industriel et financier ne peut s'implanter sans que certaines conditions ne soient réalisées.

Par rapport au phénomène colonial français, l'exportation des capitaux comme explication de la conquête n'est donc pas convaincante. Par contre d'autres éléments sont à garder comme valides :

- le besoin d'expansion mondial du capitaliste
- la violence de cette expansion, ou l'extension de la lutte de classes à l'échelle mondiale.
- la nécessité de conquérir des chasses gardées du fait de la concurrence internationale.
- la concentration du capital qui entraîne la paupérisation au centre et donc la nécessité de l'impérialisme pour éviter la guerre civile.



La limite principale à l'exportation des capitaux, outre le manque de matières premières, nous paraît être la nature des modes de production précapitalistes sans la destruction desquels le capitalisme ne peut se reproduire. C'est pour nous l'apport principal de la théorie de R. Luxembourg que nous allons maintenant analyser.

B — ROSA LUXEMBOURG : L'IMPERIALISME COMME MOYEN SPECIFIQUE DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL PAR LA VIOLENCE.

Bien que de nombreux auteurs aient traditionnellement opposé Lénine et R. Luxembourg, nous ne sommes pas certains que le clivage soit au niveau le plus généralement admis : exportation de capitaux contre exportation de marchandises.

R. Luxembourg part d'une analyse plus fondamentale de la théorie marxiste, celle de l'accumulation et de la reproduction élargie du capital. R. Luxembourg après avoir exposé l'ensemble de sa théorie (œuvre III et IV) a reçu de nombreuses critiques formulées par les sociaux démocrates allemands et autrichiens. Elle reprend l'ensemble de ces critiques dans la *critique des critiques* - (1920) à la fin de l'œuvre IV (chez Maspero pp. 130 et sq). Nous nous appuyerons davantage sur ce texte pour résumer la théorie économique de R. Luxembourg, mais nous reprendrons le début de l'œuvre IV pour analyser l'articulation des modes de production.



- a) *La réalisation de la plus value et la nécessité des marchés non capitalistes (œuvre III et critique des critiques - pp. 131 à 170).*

Dans les premiers chapitres de l'œuvre III, l'auteur part de la contradiction de Marx, dans le livre II du *Capital*, sur l'accumulation indéfinie du capital. En fait, ce que veut montrer Rosa Luxembourg, c'est que Marx raisonnait à partir du concept de mode production capitaliste qui suppose l'existence de deux classes antagonistes, et de deux classes seulement.

Dans la réalité concrète la coexistence d'autres modes de production non capitalistes entraîne l'existence de classes sociales non capitalistes qui sont *les conditions même de la reproduction élargie du capital*. La suppression de ces classes entraîne à long terme le blocage de l'accumulation capitaliste. C'est ce qu'elle résume dans la *critique des critiques*.

R. Luxembourg marque en premier lieu ce qui distingue le mode de production capitaliste des autres modes de production en montrant que ce qui caractérise le capitalisme ce n'est pas « simplement la poursuite d'un profit tangible, mais d'un profit toujours *croissant* » (p. 134, O. IV) comme elle l'écrivait (p. 84, O. IV) :

« la règle du mode de production capitaliste, encore plus que tout autre mode de production n'est pas la reproduction simple, mais la reproduction élargie ».

L'élargissement de la production se fait à partir du profit qui sert à l'accumulation du capital (1). Ainsi :

«la production capitaliste s'élargit indéfiniment» (p. 134, œuvre IV).

Les conditions de la reproduction du capital sont déterminées par l'existence d'une force de travail, dont la source est assurée par le salaire, et grâce à l'existence d'une «armée de réserve du prolétariat industriel» alimentée par la prolétarianisation croissante des couches moyennes.

Les conditions étant remplies (existence d'une force de travail et mécanisme d'exploitation réglée par le système du salaire), «un nouveau facteur fondamental de l'accumulation entre en jeu : la possibilité permanente de vendre les marchandises produites par les ouvriers pour récupérer sous forme d'argent aussi bien les frais du capitalisme que la plus value extorquée aux ouvriers» (p. 134, O. IV).

«La réalisation de la plus value est la question vitale de l'accumulation capitaliste» (p. 25, O. IV). Cette plus value se réalise *en argent* par l'intermédiaire du marché. L'accumulation, et donc la reproduction élargie, sont conditionnées par la recherche de nouveaux débouchés.

Mais, comme le note l'auteur, il ne faut pas réduire le problème des débouchés à celui de «l'écoulement des produits excédentaires» comme l'ont cru Sismondi, ainsi que plus tard «les critiques et les sceptiques de l'accumulation» (p. 37, O. IV) le problème du marché, au niveau du procès d'échange, est la condition de la réalisation de la plus value en argent et donc de l'accumulation.

Si le marché est la condition de la reproduction élargie du capital, le capital a besoin à son tour d'un marché élargi pour continuer à se reproduire (2). Or le marché intérieur au mode de production capitaliste est lui-même limité par les conditions même de fonctionnement du capitalisme. Il lui faut donc trouver de nouveaux débouchés en dehors des deux classes sociales antagonistes propres au capitalisme.

(1) «La production capitaliste n'est pas une production en vue de la consommation, mais une production de valeur» (p. 30, O. III). Par là, elle s'oppose aux autres modes de production dont la «consommation, en tant que but, détermine les dimensions, ainsi que le caractère du travail» et condamne l'entrepreneur capitaliste à «la mort économique» s'il ne peut suivre le mouvement général de la reproduction élargie. Elle condamne donc aussi, par la violence, les modes de production précapitalistes (pp. 29-30, O. III).

(2) Cf. pp. 23 à 33, œuvre III.

En effet, le marché est limité au niveau des ouvriers qui ne peuvent acheter que dans les strictes limites de leur salaire (p. 140, O. IV) ; au niveau des capitalistes qui ne peuvent pas dépenser « pour leur propre plaisir toute la plus value extorquée à leurs ouvriers, (sinon) l'accumulation ne pourrait avoir lieu » (p. 141, O. IV) :

« qui donc achètera, consommera la portion de marchandises dont la vente rendra seule possible l'accumulation ? Une chose est claire : ce ne seront ni les ouvriers ni les capitalistes eux-mêmes » (p. 141, O. IV).

La couche des fonctionnaires, de l'armée, du clergé, des savants, des artistes pourraient être considérée comme une couche d'acheteurs qui permettrait l'élargissement du marché (1). En fait, d'après R. Luxemburg, elle ne peut jouer ce rôle car « dans la société capitaliste, les couches sociales et les professions que nous venons d'énumérer sont économiquement dépendantes de la classe capitaliste » (p. 141, O. IV). Leurs revenus proviennent d'une part de la « poche du capitaliste » et d'autre part, par l'impôt indirect des salaires des ouvriers :

« Pour que l'accumulation puisse avoir lieu, les capitalistes doivent trouver ailleurs des acheteurs pour la portion de marchandises qui recèle le profit destiné à l'accumulation » (p. 142, O. IV).

Pour ce faire les acheteurs doivent se trouver à la fois dans le système d'échange et de production marchande, mais extérieur au système capitaliste de production.

Ces acheteurs existent, ceux sont « les couches paysannes et artisanales dans les vieux pays industriels » et les « consommateurs de pays arriérés » (p. 144, O. IV). Cette recherche des débouchés, c'est l'impérialisme.

Le marché qui permet la transformation de la plus value en argent, est la base de l'accumulation.

« L'impérialisme dans son ensemble n'est pas autre chose qu'une méthode spécifique d'accumulation » (p. 146, O. IV).

R. Luxemburg ajoute, en 1920, probablement en pensant à Lénine :

« on peut certes diverger quand à une définition plus précise des ressorts économiques internes de l'impérialisme. Mais il y a au moins une chose claire et

(1) R. Luxemburg insiste sur le terme acheteur : « Nous disons bien d'acheteur et non consommateur. En effet la réalisation de la plus value n'indique pas à priori la forme matérielle où s'incarne la plus value (p. 25, O. IV).

universellement reconnue : l'impérialisme consiste précisément dans l'expansion du capitalisme vers de nouveaux territoires et dans la lutte économique et politique que se livrent les vieux pays capitalistes pour se disputer ces territoires».

La deuxième partie de la démonstration rejoint l'attaque de Lénine contre le «super impérialisme» pacifique de Kautsky et des sociaux démocrates allemands et autrichiens. Elle va donc développer comment la violence est le mode d'action privilégié du capital.

b) la destruction des modes de production précapitalistes (œuvre IV. pp. 6 à 130).

Dans la deuxième partie de son travail, Rosa Luxembourg analyse les formes concrètes de l'action du capital contre les modes de production non capitalistes. Cette analyse est très importante pour la compréhension du phénomène «grande opération» dans la mesure où elle rend compte du processus colonial à Madagascar et sa tendance à développer puis à généraliser les rapports marchands dans les formations sociales non capitalistes.

Dès le début le capitalisme occidental s'est développé dans un milieu social non capitaliste. Une fois la féodalité abattue, le capitalisme baigne «dans un milieu à la fois paysan et artisan, ou par conséquent l'économie marchande simple règne dans l'agriculture comme dans l'artisanat» (p. 40, O. IV).

Hors d'Europe, le capitalisme est entouré de formations sociales diverses non capitalistes. C'est dans ces formations que va se poursuivre le processus de l'accumulation du capital.

L'auteur distingue trois phases : la lutte du capital contre «l'économie naturelle» (les modes de production non capitalistes), la lutte contre l'économie marchande, la lutte pour l'industrialisation et l'émancipation capitaliste de l'arrière pays.

La constatation de départ est que le capitalisme a un certain nombre de besoins : débouchés pour sa plus value, sources de moyens de production et réservoir de main-d'œuvre.

Or «l'économie naturelle ne peut rien lui donner de tout cela» (p. 40, O. IV). En général, elles n'ont pas, ou peu, de besoin de marchandises étrangères et il n'existe en général pas de besoin urgent de se défaire de ses produits excédentaires.

Le capitalisme doit donc lutter contre les «économies naturelles» qui opposent des barrières rigides aux besoins du capital :

«La commune paysanne communiste aussi bien que la propriété féodale appuient leur organisation économique sur l'enchaînement du moyen de production primordial - la terre - ainsi que des forces de travail par le droit et la

tradition. A tous les égards, l'économie naturelle oppose donc aux besoins du capital des barrières rigides. C'est pourquoi le capitalisme mène une lutte exterminatrice partout et toujours contre l'économie naturelle sous quelque forme historique qu'il la rencontre, qu'il s'agisse de l'esclavage, du féodalisme, du communisme primitif, de l'économie paysanne patriarcale. Dans cette lutte, la violence politique (révolution, guerre), la pression fiscale et la vente à vil prix des marchandises sont les méthodes essentielles, simultanément ou successivement et de manière complémentaire.

... Les buts économiques dans la lutte contre l'économie naturelle peuvent se résumer ainsi :

1) — Appropriation directe d'importantes ressources de forces productives comme la terre, le gibier des forêts vierges, les minéraux, les pierres précieuses et les minerais, les produits des plantes exotiques tels que le caoutchouc, etc...

2) — « Libération » de forces de travail qui seront contraintes de travailler pour le capital.

3) — Introduction de l'économie marchande.

4) — Séparation de l'agriculture et de l'artisanat » (O.IV, p. 41).

La lutte pour la désintégration des formations non capitalistes ne peut se faire suivant le principe de la « concurrence pacifique » :

« Cet espoir repose sur l'erreur doctrinale selon laquelle l'accumulation capitaliste pourrait s'effectuer sans les forces productives et sans la consommation des populations primitives et qu'elle pourrait simplement laisser se poursuivre la désintégration interne de l'économie naturelle ... le capital ne connaît aucune autre solution à ce problème que la violence, qui est une méthode permanente de l'accumulation comme processus historique depuis son origine jusqu'aujourd'hui » (p. 42, O.IV).

La violence représente la rationalité du capital en ce sens qu'elle est « la méthode la plus rapide et la plus efficace » (p. 43, O. IV). Elle entraîne une double action celle de la conquête militaire dans un premier temps, puis celle de la bureaucratie pour créer les conditions du développement des rapports marchands (« libération » du marché de la main-d'œuvre, impôts, infrastructure, école, etc...).

« La seconde condition à l'acquisition de moyens de production ainsi qu'à la réalisation de la plus value, c'est l'accession au commerce et l'intégration au sein de l'économie marchande des organisations sociales dont l'économie naturelle a été détruite » (p. 56, O. IV).

Comme le capital ne peut obliger directement les « économies naturelles » à acheter ses marchandises, il doit commencer par créer des infrastructures. Pour compléter son action il généralise la pression fiscale.

Enfin la lutte contre les «économies naturelles» se caractérise par une destruction de l'artisanat. En détruisant l'artisanat il oblige le paysan à acheter ses marchandises.

Aux «économies naturelles» le capital tente donc de substituer l'économie marchande simple :

«La production marchande est la seule forme générale sous laquelle puisse se développer le capitalisme. Mais dès que l'économie marchande s'est installée sur les ruines de l'économie naturelle, le capital lui déclare la guerre. Le capitalisme entre en concurrence avec l'économie marchande, après l'avoir fait surgir, il lui dispute les moyens de production, la main-d'œuvre et les débouchés. Tout d'abord, il s'agissait d'isoler le producteur, de l'arracher aux liens protecteurs de la communauté, puis de séparer l'agriculture de l'artisanat, à présent, le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production (p. 71, O. IV).

A l'appui de sa thèse, R. Luxembourg prend le cas de l'Afrique du Sud et de la guerre des Boers. Elle montre qu'à l'origine du conflit était la question de «l'émancipation» des noirs, soutenue par les industriels anglais.

En fait, le conflit reproduisait la lutte de l'économie marchande simple contre le capital autour du problème de la main-d'œuvre. Il fallait pour que l'industrie anglaise (les mines de diamant) se développe que la main-d'œuvre servile, travaillant chez les paysans boers, soit «libérée» au profit des anglais. Dans les deux cas il faut détruire les formations Caffres et Hottentots, mais suivant des intérêts divergeants (p. 81, O. IV).

La dernière phase impérialiste est celle de la domination du capital industriel et financier. L'exportation des capitaux est déterminée par la contradiction entre :

«la *réalisation* de la plus value (qui) n'exige que l'extension générale de la production marchande et la *capitalisation* (réinvestissement de la plus value dans la production) de la plus value (qui) en revanche exige le refoulement progressif de la production marchande simple par la production capitaliste».

Ici R. Luxembourg rejoint Lénine : le capital accumulé, ne peut plus s'accumuler en Angleterre ou en Allemagne, il part donc s'investir à l'étranger où il permettra le réinvestissement de la plus value.

«Le capital accumulé du vieux pays capitaliste trouve dans le pays jeune une nouvelle possibilité de produire et de réaliser la plus value c'est-à-dire de continuer l'accumulation» (p. 94, O. IV).

Mais R. Luxembourg, comme elle l'a démontré ci-dessus, prolonge ce que Lénine n'avait fait qu'esquisser. Avant de décrire les conditions particulières de l'exportation des capitaux, elle a démontré comment devaient se réaliser les «conditions élémen-

taires» (Lénine) du développement du capitalisme.

Concrètement l'exportation de capitaux se fait à travers les *emprunts*, qui favorisent les échanges de marchandises de pays capitalistes vers les jeunes pays, par le capital individuel sous forme de société anonyme, (ou familiale comme à Madagascar), et indirectement par le militarisme qui est pour le capital «un moyen privilégié de réaliser la plus value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation» (p. 118, O. IV).

En conclusion R. Luxembourg écrit :

«l'accumulation capitaliste dans son ensemble, a donc, comme processus historique concret, deux aspects différents : l'un concerne la production de la plus value (...) et la circulation de marchandises sur le marché (...)

L'autre aspect (...) concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes» (p. 116, O. IV).

L'idéologie libérale bourgeoise tente de séparer le «domaine économique» du capital, et donc de l'exploitation, du «domaine politique» qui est de l'ordre de «l'oppression» :

«En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction du capital» (p. 117, O. IV).

En conclusion, nous ne reprendrons pas ici les critiques formulées par C. Palloix sur les limites de l'analyse de Rosa Luxembourg, et de ses critiques, dans l'article déjà cité pages 244 et 245. Nous nous en abstenons, non pas parce qu'elles ne sont pas pertinentes, mais plus modestement, parce qu'elle se situe au niveau d'une théorisation économique qui dépasse le cadre de nos compétences.

Nous nous contenterons de deux remarques qui sont liés au contexte des connaissances anthropologiques de la fin du XIX^e siècle pour la première, et à notre approche du problème de l'articulation conflictuelle entre bureaucratie et classe dominée pour la seconde.

D'une part elle sublime les «économies naturelles» (concept dont l'adjectif est déjà évocateur par lui-même) comme période quasi «idyllique» (cf. p. 68, O. IV) précédant la venue du capital. En ce sens elle élimine le problème de la domination et de l'extorsion de la plus value dans ces sociétés (Problème qui a fait l'objet d'une controverse entre Rey et Terray, cf. *le Marxisme devant les sociétés primitives*) (1).

(1) TERRAY (E.) - *Le Marxisme devant les sociétés «primitives»* - Maspero - Paris - 1972 - 173 p.

D'autre part mettant l'accent principal sur la coercition et la violence du capital dans son processus d'accumulation, il nous faut d'un côté montrer que la bureaucratie a une certaine capacité à prendre à son compte et de récupérer les revendications de la classe dominée et de l'autre que le capitalisme ne disparaîtra pas de ses seules contradictions économiques mais du développement des luttes de classes à l'échelle mondiale.

CONCLUSION

La colonisation est une des formes historiques de la généralisation du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale.

En nous appuyant à la fois sur le cas de Madagascar et sur la théorie de R. Luxemburg nous pensons avoir démontré que le colonialisme, comme étape, fait bien partie intégrante du développement de l'impérialisme pour étendre sa domination à l'échelle mondiale.

Cette domination demande des conditions socio-historiques, qui ne sont pas partout réalisées, mais nécessaires à l'extension du capitalisme. Le capital doit donc détruire les modes de production qui ne remplissent pas les conditions nécessaires à son instauration. Le phénomène colonial va jouer le rôle fondamental du développement de ces conditions. Mais la fraction du capital qui a poussé à la conquête coloniale, le capital marchand, devient à son tour un obstacle au capital industriel. *L'histoire de la colonisation est donc celle de la lutte entre les fractions du capital marchand, foncier, financier et industriel, lutte qui n'est pas encore terminée aujourd'hui à Madagascar.*

Dans cette lutte entre les fractions de la classe dominante, la bureaucratie va jouer un rôle dominant par la contrainte, coercitive ou persuasive, qu'elle va exercer sur les modes de production précapitalistes. Pendant la première période coloniale elle va favoriser la production coloniale par une contrainte au niveau des échanges (main-d'œuvre, produits manufacturés, par le travail forcé et l'impôt).

Pendant la seconde période (1950-1960) la bureaucratie va commencer à intervenir directement au niveau de la production paysanne (1). Après l'Indépendance politique de 1960, la bureaucratie *généralise* son action au niveau de la production paysanne.

Nous avons montré que l'exportation des capitaux n'expliquait pas le phénomène colonial mais que l'instance économique était dominante dans le processus de

(1) cf. les collectivités Autochtones Rurales (C.A.R.), les C.R.A.M., les Groupement de Collectivité (G.C.) et les Secteurs de Paysannat.

décision coloniale, la bureaucratie devenant dominante dans la phase de production coloniale. Cependant nous avons aussi vu que l'économie de Madagascar était marginale par rapport à l'ensemble des intérêts du capitalisme français, et donc que Madagascar, comme l'Afrique en général, n'était pas fondamental dans la résolution des contradictions du capitalisme, du moins à court ou moyen terme.

Pour sortir de cette contradiction il nous faut raisonner à deux niveaux d'analyse : celui des intérêts du «centre» et celui de la généralisation du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, le second étant lié au premier.

Autrement dit la conquête de Madagascar n'a pas joué un rôle fondamental dans l'accumulation du «centre», mais elle a servi les intérêts de l'économie réunionnaise et du capital marchand, qui, si on raisonne au niveau de l'ensemble des colonies, a tiré de nombreux avantages de la colonisation. La colonisation a donc servi autant les intérêts à court terme d'une fraction du capital menacée dans sa reproduction, que ceux à long terme du capital industriel et financier déjà dominant au centre.

Pour ce faire il fallait détruire les modes de production précapitaliste, c'est-à-dire tenter de *généraliser le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale comme modèle privilégié d'accumulation pour toutes les formations sociales.*

La bureaucratie sera porteuse de ce modèle idéologique de développement dont la technocratie, apparaissant entre 1950 et 1960 et surtout après 1960, en sera le vecteur privilégié. Préparant l'internationalisation du capital, la bureaucratie crée, paradoxalement en même temps, les conditions du maintien de la reproduction du sous-développement, avec la multiplication des grandes opérations.

En effet, si on accepte les deux éléments qui sont à la base de la démonstration de R. Luxembourg, *la réalisation de la plus value* articulée de façon contradictoire avec la destruction *des modes de production précapitalistes*, on peut situer exactement la fonction des sociétés d'intervention et des opérations de développement dans ce cadre conceptuel sans faire appel aux motivations ni des ingénieurs (ou vulgarisateurs), ni des paysans.

Ainsi il nous faut faire une rupture par rapport au discours techniciste en terme d'échec des opérations de développement, rupture qui n'est possible que si l'on se situe par rapport à la logique de l'impérialisme et plus spécialement celle de la réalisation de la plus value.

Nous prenons deux cas concrets pour être plus clair, celui des C.A.R. et des C.R.A.M. d'une part et celui de l'Opération Productivité Rizicole (O.P.R.) d'autre part. Dans les deux cas on a parlé d'échec puisque les C.A.R. ont été abandonnées au bout de cinq ans, et qu'il a fallu importer 130.000 t de riz en 1974 après 8 ans d'activité de l'O.P.R.

Significativement la période des C.A.R. et des C.R.A.M. a été appelée «l'ère des tracteurs» par Teissonnière, de même qu'on pourrait caractériser l'action de l'O.P.R.

comme celle de «l'ère de l'engrais». Dans les deux cas, du matériel, tracteur ou engrais, a été acheté en France ou en Europe par Madagascar, c'est-à-dire que dans les deux cas les opérations ont servi à créer un marché pour les débouchés des produits fabriqués au centre capitaliste et donc à réaliser la plus value en argent quelque soit l'utilisation qui ait pu être faite de ces différentes marchandises.

Si donc on veut raisonner objectivement sur la réussite ou l'échec d'une opération, il est nécessaire de replacer son interprétation non pas par rapport à la bonne ou mauvaise volonté des acteurs sociaux qui travaillent dans le système, mais par rapport à la logique des *financeurs* des opérations de développement c'est-à-dire par rapport à la capacité d'une opération de créer les conditions de réalisation de la plus value des marchandises du centre. Dans le langage courant c'est ce qu'on appelle la «rentabilité» d'une opération qui n'a que de très lointain rapport avec le développement général du pays «aidé».

De même ce qu'on appelle «innovation technique» recouvre dans la plupart des cas une création de marché pour écouler les produits du centre. Le plus souvent «l'innovation technique» proposée bien loin de provoquer un quelconque «take off», augmente au contraire la dépendance technologique et économique de Madagascar, soit parce que la technique «vulgarisée» n'existe qu'en Europe, soit parce que du fait de «la détérioration des termes de l'échange», les paysans doivent travailler plus pour gagner moins (cf. par exemple le rapport prix de l'engrais x 3,5 - prix du riz x2).

Les conséquences à tirer de cette analyse objective de l'impérialisme ne doivent pas inciter à un retour mythique vers le passé mais plutôt à se donner les moyens de lutter contre la domination impérialiste et donc pour la libération de la dépendance économique et politique. Pour ce faire il repose le problème du contrôle des moyens de production et d'échange par les producteurs eux-mêmes, c'est-à-dire qu'il faut viser, pour Madagascar à un développement autocentré qui rende le pays le moins dépendant possible de l'aide et de la technologie extérieure.